



HAL
open science

L'impitoyable fatalité' de la tragédie haïtienne' ou la représentation collective du séisme selon les médias

Alice Corbet

► **To cite this version:**

Alice Corbet. L'impitoyable fatalité' de la tragédie haïtienne' ou la représentation collective du séisme selon les médias. *Revue Humanitaire: enjeux, pratiques, débats*, 2010, 27, pp.46-55. hal-02289911

HAL Id: hal-02289911

<https://hal.science/hal-02289911>

Submitted on 17 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« L'impitoyable fatalité » de la « tragédie haïtienne »

ou la représentation collective du séisme selon les médias

Alice Corbet

Humanitaire [En ligne], 27 | 2010

Résumé

Après le prisme des intellectuels haïtiens, celui des médias occidentaux qui couvrirent l'événement n'est pas moins source d'enseignements. Peut-être même celui-ci n'est-il pas sans lien avec la réaction critique des premiers, tant le tandem médias-humanitaires a parfois révélé ses aspects les moins reluisants et une confusion préjudiciable.

Plan

Une catastrophe aux images inédites

Haïti, un an après : Qu'a-t-on vu ? Que sait-on ?

Pour une information raisonnée

Après le prisme des intellectuels haïtiens, celui des médias occidentaux qui couvrirent l'événement n'est pas moins source d'enseignements. Peut-être même celui-ci n'est-il pas sans lien avec la réaction critique des premiers, tant le tandem médias-humanitaires a parfois révélé ses aspects les moins reluisants et une confusion préjudiciable.

Haïti, ce fut d'abord des images emplies de poussières et de cris. Des images qui laissèrent vite percevoir l'ampleur des dégâts : celles de symboles effondrés comme la cathédrale ou le palais présidentiel, celles de personnes errantes, sonnées, celles d'une ville couverte de poussières émanant de débris enchevêtrés. Des images qui reflétaient surtout la peur, lue sur les visages et dans les voix des habitants, journalistes locaux ou expatriés, qui filmaient le désastre, tantôt incrédules, tantôt angoissés.

Puis, les médias internationaux¹ sont arrivés à Haïti, en compagnie du personnel des ONG et des militaires, avec des équipes prêtes à réaliser un reportage qui puisse être vite « bouclé » et diffusé pour les journaux d'information du soir. Bien vite, furent réalisés de saisissants reportages, où les journalistes baroudaient dans des voitures sur les routes encore praticables. Parfois même, magie de la technologie, ils intervenaient en direct devant les dégâts et les corps qui commençaient à émerger des décombres, ou se filmaient en train de sauver une personne perdue sous les murs effondrés. Ces journalistes devaient nous montrer Haïti et nous informer. Mais quelles informations avons-nous eu, si ce n'est celle de la « catastrophe haïtienne »?

Une catastrophe aux images inédites

Les journalistes relatèrent la manière dont l'aide arrivait, cette aide qu'ils contribuaient à déclencher en diffusant de sombres images et en sensibilisant l'opinion mondiale. Ils montrèrent les « stars » qui venaient à Haïti, acteurs ou politiciens en retraites. Ils tentèrent de s'intéresser à l'espace haïtien, mais s'arrêtèrent à pointer l'omniprésence des États-Unis par le biais de leur « débarquement militaire » ou le manque de réactions et de moyens du gouvernement haïtien.

¹ Cette réflexion se base sur l'ensemble des médias « classiques » qui dessinent des représentations collectives à travers l'information qu'ils délivrent (chaînes de télévision populaires, journaux les plus diffusés, radios aux plus fortes audiences – j'évoque alors les descriptions empathiques). Cette réflexion ne se concentre donc pas sur les médias plus confidentiels ou spécialisés qui ont pour beaucoup évité certains écueils évoqués ici.

Mais l'information qui vint le plus d'Haïti, ce fut celle du désordre et de la mort, et les débats se situaient sur les thèmes alarmistes tels que celui des « tas de cadavres » ou les questionnements soulevés sur les « amputations abusives » : un pays « du malheur » comme on pouvait le lire, frappé par « le drame, les dictatures, la pauvreté et les catastrophes naturelles ». Un pays « maudit », au « destin tragique », « fatalement » voué aux cataclysmes divers ?

Bien sûr, des voix s'élevèrent contre ces images réductrices d'un pays certes affecté par un terrible séisme, méritant toutefois plus que des images misérabilistes. Mais comment faire passer un message complexe à un public lointain, souvent peu enclin à se pencher sur le contexte socio-historique d'un pays exotique dont, pourtant, les liens sont si forts avec la France ? Comment décrire, informer, mais aussi... aller au-delà de l'évidence ? Comment, sans nier une réalité difficile et pour laquelle les journalistes eux-mêmes, sur place, étaient choqués, ne pas tomber dans l'excès ? Comment montrer l'ampleur de la catastrophe et le coût humain qu'elle représente sans tendre vers une overdose d'images morbides² ?

Par exemple, il fut peu mis en exergue que le peuple haïtien, volontaire, se prenait en mains face à un Etat lacunaire, inerte et incapable d'agir malgré les tentatives d'installation de bases d'un fonctionnement politique stable. On a aussi souvent oublié de rappeler que l'aide « salvatrice » de l'étranger était déjà présente depuis longtemps, bien que sous une forme différente, par le biais de la Minustah et de nombreuses ONG qui, lentement, faisaient généralement du bon travail. La mise en perspective de l'histoire haïtienne s'arrêta souvent à un illusoire exotisme du malheur.

Les corps montrés sans pudeur par les télévisions et les photographes étaient des plus exsangues, suppliciés, et l'image en devenait souvent indigne. Ces corps « entassés », mis en parallèle avec les « miraculés » sortis des décombres, satisfaisaient tout le monde : fortes, ces images permettaient de parler d'une région négligée ; esthétiques, elles touchaient au cœur les citoyens du monde entier qui se mobilisaient pour réunir des fonds, et attiraient l'attention des politiques afin d'aider Haïti (avec l'annulation de la dette par exemple). Ainsi, de telles images dessinaient une véritable mystique du malheur³, sur lesquelles étaient apposées des mots lourdement connotés.

Dans cette dramaturgie, les « sauveurs » prenaient la forme indéterminée d'hommes en treillis et en blouse blanche, l'homme blanc faisant souvent oublier que la grande majorité des équipes humanitaires était constituée de personnes locales. Armé de son savoir technique, le personnel brassardé des ONG représentait par sa simple présence l'allégorie du secours en place, du pouvoir salvateur sur la vie des autres, de la résolution rapide et efficace des problèmes.

S'il y eut des corps montrés, il y eut peu de voix écoutées. Celles que l'on entendit étaient des témoignages ou des cris : choisies en français souvent, elles exprimaient souffrance et nécessité ; contrebalancées toutefois par des intellectuels haïtiens généralement issus de la diaspora qui tentaient de mettre le drame en perspective et d'informer avec recul et calme pour alerter le public d'une manière plus réflexive. Pourtant intrinsèquement concernés, ils s'appliquaient surtout à mettre en relief les problèmes haïtiens au-delà du séisme, pour dépasser l'émotionnel et mettre du savoir là où il y avait surtout de la méconnaissance. D'ailleurs, le drame a été l'occasion d'entendre s'exprimer les intellectuels haïtiens dans des médias grands publics et à des heures de grande écoute, et, comme c'est généralement des personnes qui parlent très bien de leur pays, cela a sans doute joué sur l'audience. Mais ces paroles d'Haïtiens victimes ou spectateurs ont été soumises aux images devenues prédominantes et intenses, telles que celles exposées sur les annonces des appels aux dons de diverses ONG et qui sont souvent associées à un slogan fort, si ce n'est choquant.

Outre la question de la surenchère dans l'image et le vocabulaire, d'autres problèmes de cette logique dramaturgique doivent être soulevés.

Le premier concerne l'alliance entre des médias et une ONG en particulier, ce qui peut provoquer des concurrences de visibilité entre ONG, et ce qui réduit le choix des ONG à qui le donateur peut donner. En effet, comme la mise en scène des appels au don parie beaucoup sur le réflexe, donc l'immédiateté (« je vois, j'ai pitié, je donne... à l'adresse ci-dessous »), le libre-arbitre du donateur est négligé.

On a alors pu voir une mise au service « privatisée » envers une association caritative particulière de la part d'entreprises ou (ce qui pose encore plus problème), d'un service public, comme cela fut le cas avec France Télévisions et Radio France associées à la Fondation de France. Cette coopération remet en cause la liberté de choix du spectateur-donateur, et risque d'accentuer les tactiques marketing des organisations internationales. Ainsi, shows médiatiques et sensibilisations sont devenus deux parts liées de la représentation de désastres, et semblent happer les spectateurs dans une catharsis rédemptrice.

² Ces questions traversent le monde du journalisme, notamment au niveau des reporters d'images... mais ces préoccupations ont été délaissées, du moins les premiers jours de la catastrophe.

³ Le même terme est utilisé par Gérard Ponthieu dans sa note du 25 janvier 2010 intitulée « Haïti. Les « miraculés » de la « malédiction » entretiennent une mystique du malheur ». L'auteur y évoque la mise en scène d'une page du Monde du 15 janvier, titrant : « Haïti La malédiction » : gponthieu.blog.lemonde.fr

Le second problème concerne la définition même des ONG qui se disent non gouvernementales, neutres, indépendantes et impartiales : or, elles peuvent dévier de leurs principes ou être instrumentalisées, quand elles manipulent et sont manipulées par les médias. En inclinant le donateur à donner toujours plus (jusqu'à saturation) à des victimes idéales exposées pour leur esthétisme misérabiliste, et qui sont relayées entre deux publicités par des médias aux motivations et publics divers (dont celles de l'audience et de la bonne image : « Grâce à nous qui avons sélectionné cette (ces) association(s), vous donnez bien et mieux pour votre (notre) bonne action »), les ONG perdent une partie de leur indépendance et éthique.

Aujourd'hui, les bons sentiments sont devenus des enjeux de tactiques marketing bien connues : afficher un « cœur sensible » rapporte plus que réclamer un dialogue réflexif. On a d'ailleurs vu de grandes firmes ou marques « redorer » leur image et leur chiffre d'affaires sous couvert d'une association avec une ONG : tout comme pour les médias, elles se servent de la cause autant qu'elles la servent... et la desservent à long terme en la banalisant.

Enfin, trop en faire le temps de l'urgence et faire systématiquement appel à un réflexe compassionnel donne l'illusion au donateur que la rapidité du don comblera, voire « compensera », le malheur à Haïti par l'intermédiaire des intervenants des ONG. Ainsi est donnée l'impression qu'avec l'arrivée des ONG, tout ira mieux rapidement : que les blessés seront soignés et que les « problèmes » seront résolus. Pour le donateur, la déception n'en est que plus forte quand on lui dit que des épidémies émergent, que le pays souffre toujours de déséquilibres primordiaux : il questionne alors l'intégrité des ONG. À long terme, l'émotion première est nuancée par ces expériences passées où l'impression que « cela n'a servi à rien » prime, et cela dessert les ONG, simplement parce qu'un quiproquo qu'elles et les médias ont créé a confondu don, soulagement immédiat des souffrances, redressement de la région, et contrôle du futur.

Ainsi, le bien-fondé et le travail des ONG fut mis en doute quand le public sut, quelques mois après le séisme, que tout n'était pas « réparé » à Haïti. De plus, émergèrent les scandales de l'adoption, des églises évangéliques ou autres qui se pressaient avec opportunisme, d'ONG peu transparentes telles des fantômes de L'Arche de Zoé, de la corruption locale généralisée. Cette dernière sembla marquer le public : en effet, parler de corruption, c'est parler de l'utilisation de l'argent des « Monsieur et Madame tout le monde » qui avaient été émus en janvier par le drame. Or, ils attendent de leur don qu'il « serve à quelque chose », qu'il soit « utile » : un investissement, moral comme effectif⁴.

Les organisations internationales se virent donc reprocher d'avoir mal utilisé l'argent des dons et mal fait leur travail, d'où un sentiment de « trahison » pour le donateur qui investit son argent pour une mission en mandatant la tâche de l'action aux organisations humanitaires.

Les donateurs-spectateurs désapprouvèrent aussi les journalistes en critiquant leur angélisme envers les ONG ou leurs descriptions purement factuelles, et en leur reprochant de ne pas mener un travail d'enquête pour savoir où est passé l'argent, suspecté d'être détourné par des Haïtiens ou même les ONG⁵.

Dans l'après-catastrophe, il faut donc parler d'émotion plus que d'information, comme c'est souvent le cas lorsqu'un pays lointain et mal connu est touché par une catastrophe⁶. Bien sûr, tout cela est nécessaire. Les médias font leur travail et répondent aux demandes d'un public parfois un peu voyeur face à une catastrophe si impressionnante, comme à celles des ONG qui tombent pour certaines dans la surenchère pour déclencher l'apitoiement automatique et attirer les dons. Mais fallait-il ne montrer de Haïti et des Haïtiens que ces images misérabilistes, de personnes passives, demandeuses d'aide, et « vouées » à cela ? Autrement dit, fallait-il à ce point victimiser Haïti ?

Haïti, un an après : Qu'a-t-on vu ? Que sait-on ?

Puis les mois ont passé, la générosité est retombée. Les journalistes sont repartis, ne délaissant toutefois pas Haïti : ponctuellement, des reportages venaient émailler les journaux télévisés, les périodiques et les émissions de radio sur « Haïti, 1 mois après... 6 mois après ». Mais aux actualités, d'autres thèmes sont venus recouvrir celui d'Haïti qui fut pourtant si prédominant en janvier : élections, scandales politiques, départs en vacances... C'est alors que la réflexion et l'analyse de

⁴ Certains sont même choqués lorsqu'ils apprennent que l'argent ne va pas exactement à ce qu'ils avaient imaginé : il est plus valorisant de se dire que ses 20 euros ont servi à sauver une vie en contribuant à financer une opération chirurgicale, plutôt que de savoir qu'ils ont été alloués pour financer le kérosène du déplacement d'un avion-cargo ou la nourriture et le cuisinier des expatriés...

⁵ Corruption et détournement d'argent (qui serait placé sur les marchés et dans l'immobilier) ont été souvent évoqués lors de l'émergence de l'épidémie de choléra.

⁶ Certaines régions touchent moins le public, soit parce qu'il y a moins de médias et que la sensibilisation à un malheur invisible est plus difficile, surtout s'il est lent, diffus, peu spectaculaire et que la morbide comptabilité des morts est moins écrasante ; soit parce que le public est fatigué face à des sollicitations qui s'accroissent au fil des ans ; soit parce que le pays touché est mal perçu et mal aimé pour des raisons « politico-religieuses » ; soit que d'autres événements grand public ou locaux prennent le dessus (inondations dans le Var, Tour de France) ou que la catastrophe se déroule pendant des vacances et lors d'une crise financière latente, comme cela fut le cas pour les inondations de l'été 2010 au Pakistan.

fond ont commencé à émerger. Les questions logistiques prédominèrent : déblaiement des routes, agriculture et exode en campagne, installation et pérennisation de quartiers de tentes, programme « cash for work ». Les représentations étaient toujours impressionnantes, mais moins spectaculaires, même si l'immensité des camps de déplacés et la déstructuration générale laissaient percevoir des besoins à long terme.

Certains reportages ont aussi commencé à mettre en question le fonctionnement des ONG, pointant par exemple les problèmes de la distribution de biens inégale selon les quartiers, de l'intervention médicale qui déstabiliserait celle, naissante, du système de santé haïtien, ou encore des dons de semences agricoles qui répondraient à des stratégies commerciales de grands groupes agricoles. Encore une fois, la thématique de la confiance et de la clarté du fonctionnement des ONG et de leur action fut soulevée de manière latente.

Et il y eut l'arrivée, annoncée avec crainte, des ouragans meurtriers et des inondations, des glissements de terrain ou des épidémies qui pouvaient en émaner. Puis, en octobre, le terme de choléra commença à émerger, avec son cortège de souvenirs lointains pour l'Occident, de contagion incoercible, de symptômes tabous, de grande peur épidémiologique⁷. Et retournèrent à Haïti les journalistes, pour témoigner des efforts des ONG et des corps en souffrance des malades.

En plus de cette « inexorable fatalité » auquel le sort de Haïti fut associé, où la mort ne semble jamais cesser de roder, l'incompréhension prit le dessus face au comportement jugé « irrationnel » des Haïtiens qui se retournaient contre les Casques bleus (d'abord népalais), les suspectant d'avoir importé la bactérie responsable. Déjà que cette région caribéenne était connue pour son exotisme, curieuse et effrayante croyance en un vaudou dont peu de personnes savent vraiment ce qu'il représente et qui est plutôt associé à de la sorcellerie illogique par nos esprits cartésiens, voilà en plus que ces gens touchés par une maladie venue d'un autre temps s'attaquaient à leurs sauveurs !

C'est, il me semble, dans les commentaires des lecteurs que l'on peut consulter sur Internet suite à ces articles librement diffusés que l'on a pu saisir l'incompréhension du grand public. Quelle que soit la sensibilité des journaux, ces commentaires oscillaient entre deux axes : soit « c'est inadmissible, cette maladie et ces craintes aujourd'hui ! il faut aider ces pauvres gens », soit « c'est inadmissible, de tels comportements (malgré l'aide) ! il faut les laisser se débrouiller, qu'ils se prennent en main ». voire même, en sourdine, cette rengaine : « c'est la preuve qu'ils le méritent (ce désordre), ils ne sont pas capables de vivre en démocratie, de vivre « bien » ». Ces remarques s'accrochèrent quand, fin novembre, les élections se déroulèrent dans une désorganisation absurde, alors que certains candidats déployaient des moyens inconsidérés pour convaincre une population qui aurait nécessité de ces fonds plus justement.

Bien sûr, il ne faut pas se fier seulement à ces commentaires, rédigés par un public bien spécifique et oubliant tous les avis de ceux qui se taisent. Mais il me semble reconnaître ici les deux extrêmes dont Haïti fut taxé durant cette année : misérabilisme et fatalité, ou altérité infranchissable et délaissement légitimé. Quant aux télévisions, elles se « contentaient » de diffuser les images des malades et de compter les morts, et les journaux de relater ces événements, eux-mêmes dans le manque de données fiables. Ainsi, ils énonçaient des informations souvent courtes et purement descriptives, manquant souvent de précisions.

C'est alors que le doute a commencé à naître dans l'esprit du grand public occidental : finalement, comme le sous-entendent les représentations dès le début de la catastrophe, les Haïtiens ne seraient-ils pas « naturellement voués » au malheur, et cela ne servirait-il à rien de les « sauver » s'ils ne le veulent pas eux-mêmes ? Au lieu d'apporter attention, soutien, et accompagnement de l'organisation nationale, l'impact des représentations d'Haïti ne va-t-il pas plutôt être celui d'un pays forcément dépendant, perdu d'avance et pour lequel « il n'y a rien à faire » car « cela ne sert à rien » ?

Pour une information raisonnée

Les deux médias, les envoyés spéciaux, qui témoignent des catastrophes de par le monde, sont les ONG et les journalistes. Les journalistes sont là pour informer, mais se laissent parfois supplanter par la description ; les ONG se servent d'eux pour alerter de leur présence et de la nécessité à s'intéresser à la région, tout en produisant elles-mêmes leurs propres images⁸. Cela formule deux canaux de communication qui s'entremêlent, se servent l'un de l'autre, aux dépens de leurs deux missions premières. C'est cette médiatisation de l'urgence qui doit être remise en cause pour penser par la réflexion plus que compenser par l'émotion. Or, il ne faut pas oublier qu'images et commentaires font sens, dans un premier temps en déclenchant une mobilisation, mais aussi dans un second temps en accumulant des représentations collectives qui débordent de la réalité car elles sont trop ancrées dans la dramaturgie.

⁷ Une peur viscérale qui a longtemps traversé la société occidentale, d'où serait issue l'expression de « peur bleue ».

⁸ La réflexion sur les images utilisées par les ONG dure depuis longtemps et a donné lieu à différentes tactiques selon les organismes. De même, certaines ONG considèrent qu'elles doivent juste agir et non témoigner, quand d'autres disent que le témoignage est une part importante de leur intervention.

Haïti, il est vrai, est située dans une zone sismique et tropicale, et devra encore subir des catastrophes naturelles. Mais il faut cesser de victimiser le pays et d'infantiliser le donateur, et recentrer ses habitants au cœur de l'action (au lieu des ONG ou intervenants externes). L'information doit pouvoir prendre le dessus sur l'émotion, et devrait tendre vers plus de distance - qui est pourtant le propre de la profession journalistique - ; la sensation doit s'incliner face au respect des corps, morts ou encore en vie, et l'image doit filmer avec pudeur ceux que l'on montre.

Un retour de la raison est donc nécessaire : l'aide y serait associée à la compréhension du malheur. En effet, les images de destructions suffisent parfois à sensibiliser et, assermentées d'explications sociales, politiques et culturelles sur le contexte du lieu, elles permettent une compréhension plus affinée et un regard sur l'autre plus respectueux. Moins compassionnelle et actionnant moins les ressorts de la pitié, l'information contribuerait ainsi à mobiliser le donateur potentiel avec raison, ce qui éviterait que le don ne devienne un réflexe décontextualisé basé sur l'atrocité des images.

Les dons afflueraient sans doute moins vite, mais les ONG n'ont pas tant besoin d'emmagasiner des chèques rapidement que d'avoir un fond monétaire continu et fiable. Elles ont besoin d'établir une confiance avec le donateur, confiance qu'il lui réitérera s'il n'a pas « l'impression de s'être fait avoir » et « d'avoir fait tout cela pour rien », comme c'est le cas pour certains, déçus de ce qu'ils voient aujourd'hui. Le flou instauré entre « malheur » et « mal », et qui fait croire que le donateur compense en donnant, et donc va faire le bien, est forcément en décalage avec la réalité qui se révèle après l'urgence et qui découvre que le soin au corps et la réponse au malheur catastrophique est différente des maux haïtiens, récurrents (catastrophes naturelles) ou politiques. L'acte charitable doit devenir plus solidaire.

Au-delà de la narration des faits, la remise en perspective et l'explication revêtent une importance particulière dans un tel contexte. D'où le poids du travail journalistique qui ne devrait ni tomber dans la candeur face à un besoin nécessaire, ni s'acharner sur un problème révélé, mais recontextualiser de manière nuancée le pourquoi, le comment. Il est nécessaire que soit approfondie l'estampe dessinée par l'impression première : ainsi, nos imaginaires n'éloigneront plus Haïti dans une obscure et incompréhensible altérité qui le voue à l'échec. Mais le pays émergera auprès de nous, en tant qu'État frappé par des catastrophes naturelles et un entrelacs de chaînes logiques perturbatrices, qui toutes s'expliquent, peuvent se comprendre, et peuvent mener à un « mieux » que seuls les habitants, s'ils sont considérés, peuvent construire. Il faut laisser Haïti exister et rappeler que son histoire explique beaucoup son présent, que si on tente de rétablir son écologie détruite depuis des années les impacts de catastrophes naturelles à venir seront moindres, que si l'on freine la fuite des cerveaux la jeunesse haïtienne pourra mobiliser toutes ses forces vives.

Cette absence d'information complète et dans la durée telle qu'on la voit aujourd'hui, et cette « des-habitude » pour le public d'en avoir, vont-elles mener à un abandon progressif d'Haïti dans la mémoire collective des catastrophes ? Tout ce qui s'est mis en place au travers de l'intervention d'urgence, comme la mainmise des États-Unis, celle de grandes ONG qui répondent souvent à des référents occidentaux et s'adaptent difficilement aux spécificités sociales-culturelles locales, le placement de grands groupes économiques, les contrats qui se trament, l'impact réel et social du programme cash for work, l'organisation de la construction d'Haïti sur des schèmes qui semblent préétablis et Occidentaux, l'édification du système de santé, l'évolution des camps de déplacés en de nouveaux bidonvilles, l'agriculture à reconsidérer et à encourager, etc. : tout cela va-t-il être décrit, pensé, questionné, mis en débat dans les prochaines années auprès du grand public ? Ou cela va-t-il être abandonné aux chercheurs et érudits locaux, dont la voix porte hélas moins loin, et laissé aux mains des acteurs installés à Haïti ? Comment le projet de société haïtien à venir va-t-il être mis en perspective ? C'est là un défi des médias, c'est en quoi cela les sépare des ONG d'intervention d'urgence : ils ont le devoir de retourner et de se préoccuper, au-delà des dates anniversaires encore fraîches et des images encore fortes, de ce qui se passe dans le monde une fois l'émotion passée.

Notes

Cette réflexion se base sur l'ensemble des médias « classiques » qui dessinent des représentations collectives à travers l'information qu'ils délivrent (chaînes de télévision populaires, journaux les plus diffusés, radios aux plus fortes audiences – j'évoque alors les descriptions empathiques). Cette réflexion ne se concentre donc pas sur les médias plus confidentiels ou spécialisés qui ont pour beaucoup évité certains écueils évoqués ici.

Le même terme est utilisé par Gérard Ponthieu dans sa note du 25 janvier 2010 intitulée « Haïti. Les « miraculés » de la « malédiction » entretiennent une mystique du malheur ». L'auteur y évoque la mise en scène d'une page du Monde du 15 janvier, titrant : « Haïti La malédiction » : gponthieu.blog.lemonde.fr

Certaines régions touchent moins le public, soit parce qu'il y a moins de médias et que la sensibilisation à un malheur invisible est plus difficile, surtout s'il est lent, diffus, peu spectaculaire et que la morbide comptabilité des morts est moins écrasante ; soit parce que le public est fatigué face à des sollicitations qui s'accroissent au fil des ans ; soit parce que le pays touché est mal perçu et mal aimé pour des raisons « politico-religieuses » ; soit que d'autres événements grand publics ou locaux prennent le dessus

(inondations dans le Var, Tour de France) ou que la catastrophe se déroule pendant des vacances et lors d'une crise financière latente, comme cela fut le cas pour les inondations de l'été 2010 au Pakistan.

Une peur viscérale qui a longtemps traversé la société occidentale, d'où serait issue l'expression de « peur bleue ».

La réflexion sur les images utilisées par les ONG dure depuis longtemps et a donné lieu à différentes tactiques selon les organismes. De même, certaines ONG considèrent qu'elles doivent juste agir et non témoigner, quand d'autres disent que le témoignage est une part importante de leur intervention.